

DEPARTEMENT DU  
LOIRET  
ARROND. DE  
MONTARGIS  
CANTON ET COMMUNE  
DE  
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 5 décembre 2023

DATE DE PUBLICATION : 13 décembre 2023

*L'an deux mille vingt-trois, le douze décembre, à 20 h 30, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.*

**ETAIENT PRESENTS :** M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK - Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON - M. KHALID – Mme RASAMOELY - M. BARAY - Mme MANAÏ-AHMADI – Mme SOW – Mme CAYOUX - M. JOLIVET – Mme HENRY – M. LALOT - M. RENOUF – Mme TORRES – M. TOUANE - M. FAURE - M. GUEDJ – Mme DURAND - Mme LOISEAU

**ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :**

- M. RAMBAUD à M. KHALID
- M. BA à Mme TORRES
- Mme BAYRAM à M. DEMAUMONT
- M. OREN à M. ÖZTÜRK
- M. TAVARES à M. RENOUF
- Mme PERIERS à M. FAURE

**ABSENTS**

- M. BALABAN
- Mme PRIEUX

**EXCUSÉS**

- M. CHRISTODOULOU
- Mme LAMA

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

- Mme TORRES

**OBJET :**  
**Dérogation municipale au principe du repos dominical des**  
**salariés des commerces de détails pour l'année 2024 :**  
**avis du Conseil municipal**

## CHALETTE SUR LOING Conseil Municipal du 12 décembre 2023

**OBJET :**  
**Dérogation municipale au principe du repos dominical des**  
**salariés des commerces de détails pour l'année 2024 :**  
**avis du Conseil municipal**

**Directeur de secteur** : P. Tratnjek

**Service** : Affaires générales et juridiques

**Affaire suivie par** : P. Tratnjek

**Mme Heugues** : Malgré le dispositif issu de la loi « Macron » du 6 août 2015 donnant possibilité au maire de porter les dérogations municipales au repos dominical des salariés au profit des commerces de détail de 5 à 12 par an moyennant le respect d'une procédure bien précise, la commune de Chalette sur Loing a toujours fait le choix de maintenir le nombre de ses dérogations à 5 dimanches par an.

Selon l'article L 3132-26 du Code du Travail, la décision du maire sur le nombre de dimanches concernés et leur détermination est dorénavant prise chaque année, par arrêté, avant le 31 décembre de l'année n-1, après avis du Conseil municipal.

Il est rappelé que la dérogation octroyée par le maire est une dérogation collective qui profite impérativement à la branche commerciale toute entière et qui ne concerne que les établissements commerciaux où des marchandises sont vendues au détail au public.

Comme les années précédentes et au vu des demandes des magasins MAXI ZOO et PICARD, il est proposé :

- que le Conseil municipal réaffirme son attachement au principe de l'interdiction du travail le dimanche en maintenant à cinq du nombre maximal d'ouvertures dominicales des commerces de détail pour l'année 2024 ;
- de fixer ces ouvertures aux dates suivantes, correspondant aux demandes des commerces concernés :

Pour les commerces de détail alimentaires	Pour les commerces de détail non alimentaires
<ul style="list-style-type: none"> <li>- le 08/12/2024</li> <li>- le 15/12/2024</li> <li>- le 22/12/2024</li> <li>- le 29/12/2024</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le 01/12/2024</li> <li>- le 08/12/2024</li> <li>- le 15/12/2024</li> <li>- le 22/12/2024</li> <li>- le 29/12/2024</li> </ul>

Il est précisé que, dans les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure à 400 m<sup>2</sup> (supermarchés, hypermarchés), lorsque les jours fériés légaux autres que le 1<sup>er</sup> mai sont travaillés, ils doivent être déduits par l'établissement des dimanches désignés par le maire, dans la limite de trois.

En outre, l'arrêté municipal prévoira :

que seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur pourront travailler ces dimanches ;

- que chaque salarié privé de repos dominical percevra une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps, accordé par roulement dans la quinzaine qui suit la suppression du repos.

## LE CONSEIL MUNICIPAL,

**VU** la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, et notamment l'article L 3132-26 du Code du travail ;

**CONSIDERANT** les demandes d'ouverture des magasins de détail MAXI ZOO et PICARD pour les dimanches de l'année 2024 ;

**ENTENDU** les explications du rapporteur,

**Après en avoir délibéré,**

**EMET** l'avis de maintenir à cinq le nombre maximal d'ouvertures dominicales des commerces de détail pour l'année 2024 ;

**EMET** l'avis que ces ouvertures soient accordées par le maire suivant le tableau présenté ci-dessus.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	29	
Votes pour	25	
Votes contre	0	
Abstentions	4	<ul style="list-style-type: none"> <li>- M. Faure et son pouvoir,</li> <li>- M. Guedj,</li> <li>- Mme Durand</li> </ul>

*Le Maire, soussigné,*

*\* certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL  
et le compte-rendu de la présente délibération ont  
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12  
du CGCT,*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet  
acte à compter du*

*\* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours  
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de  
la date de sa publication.*

Pour extrait certifié, conforme,



Le Maire,

Franck DEMAUMONT.